

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/MAR/1

G/SCM/Q1/MAR/1

25 septembre 2000

(00-3851)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: français

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions posées par HONG KONG, CHINE¹ et les ÉTATS-UNIS²
concernant la notification du MAROC³

La Mission permanente du Maroc a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 2000.

QUESTIONS POSÉES PAR HONG KONG, CHINE

1. Dans sa notification, le Maroc déclare qu'il ne dispose pas à l'heure actuelle de législation relevant de l'Accord antidumping.

Questions

- a) Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC dans le système juridique du Maroc? A-t-il force de loi?
- b) Le Maroc envisage-t-il d'appliquer des mesures antidumping dans certaines circonstances? Dans l'affirmative, sur quel fondement juridique les autorités compétentes peuvent-elles s'appuyer?
- c) Le Maroc envisage-t-il d'adopter une loi relative aux pratiques antidumping à l'avenir?

Réponses

1. Bien que la Loi 13/89 relative au commerce extérieur ne fasse pas référence au Code antidumping, elle prévoit dans son article 15 l'application d'un droit antidumping lorsque les importations causent ou menacent de causer un préjudice grave à une production nationale ou retardent sensiblement la création d'une production nationale.

¹ G/ADP/W/179-G/SCM/W/186.

² G/ADP/W/202-G/SCM/W/209.

³ G/ADP/N/1/MAR/1-G/SCM/N/1/MAR/1.

2. Des mesures antidumping peuvent être mises en œuvre conformément à l'article 15 de la loi précitée et au Décret n° 2-93-415 pris pour son application notamment dans son article 22.

QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

1. Avant la mise en œuvre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay, existait-il dans votre pays une législation en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs? Dans l'affirmative, cette législation a-t-elle été révoquée?

2. Si l'élaboration de lois est en cours dans votre pays, quelle est la date estimative à laquelle l'application en est prévue?

3. Y a-t-il dans votre pays un organisme chargé d'administrer la législation en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs? Dans l'affirmative, cet organisme a-t-il reçu des directives administratives pour l'accomplissement de cette tâche?

4. Y a-t-il dans votre pays des ordonnances imposant des droits antidumping ou des droits compensateurs en vigueur?

5. Quelles dispositions ont été prises en ce qui concerne la révision judiciaire des décisions prises en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs?

Réponses

1. Avant l'application des Accords du Cycle d'Uruguay en matière de dumping aucun droit antidumping ou compensateur n'a été institué.

2. La législation marocaine en matière de dumping est inspirée des dispositions de l'Accord antidumping. L'adaptation de cette législation aux dispositions de l'Accord issu du Cycle d'Uruguay est actuellement à l'étude et pourrait intervenir dès la promulgation du projet de la Loi sur le commerce extérieur telle qu'amendée à la lumière des Accords de l'OMC.

3. Le Ministère du commerce extérieur, en collaboration avec les départements concernés, examine les modalités d'application des mesures de sauvegarde (droit antidumping ou droit compensateur) dans le cadre de la Commission consultative des importations (CCI) prévue par le Décret n° 2-93-415 pris pour l'application de la Loi n° 13/89 relative au commerce extérieur.

4. Non.

5. Deux requêtes ont été introduites auprès de la Commission consultative des importations (CCI). Après examen, aucune suite favorable n'a été réservée à ces demandes dans la mesure où la CCI a estimé que les preuves présentées par les requérants sont insuffisantes.
